



EDITO

Déni de réalité : un plan de relance hors sol...

En pleine rentrée scolaire extraordinaire, bien éloignée du caractère normal affiché par notre ministère, l'annonce, le 3 septembre 2020, du plan de relance économique laisse un goût amer.

Laisser la commande de répartition d'une enveloppe de 100 milliards à un premier ministre de « l'ancien monde », fidèle aux orientations capitalistes, donnait peu d'espoir quant à une prise en compte des analyses et de l'urgence sociale, économique et environnementale, pointées pendant la période de confinement.

Au constat « *il y a des biens et des services qui doivent être placés au-dessus des lois du marché* », Jean Castex répond par des mesures en soutien aux entreprises, y compris les plus grosses, notamment celles qui ont maintenu le versement, en pleine crise, de dividendes à leurs actionnaires.

C'est un cinquième du plan, soit 20 milliards, qui seront consacrés à la réduction « d'impôts de production », répondant à la demande déjà ancienne du MEDEF. Ces politiques de réduction de la fiscalité, assorties d'aucune conditionnalité sociale ou environnementale sont des recettes mises en place depuis plus de 30 ans et qui ont rarement favorisé les investissements utiles, les emplois et ont surtout servi les profits des actionnaires ! La menace de milliers de licenciements plane toujours.

Cette baisse de la fiscalité des plus riches et l'absence d'une réforme fiscale plus juste sont également des obstacles pour mettre en œuvre une relance par l'embauche d'agents publics et le développement des services publics. Alors même qu'ils ont encore une fois démontré tout leur rôle d'amortisseur social, de réduction des inégalités pendant la période de crise sanitaire, le gouvernement fait fi de cette richesse.

Dans le plan de relance, l'École est écartée de toutes mesures. Macron - Castex répondent sur la demande d'embauches de nouveaux enseignants par : « *C'est le genre de créations d'emplois qui vont aggraver le déficit et qui ne servent pas à redresser le pays* ». Si le contexte sanitaire pouvait être saisi pour recruter davantage d'agents titulaires et donner aux enseignants les moyens, par un allègement des effectifs, de faire mieux et plus d'école, un autre choix a été fait. Les HSA, la promesse de « réinvention », simple reformulation de la

mise en demeure permanente de « s'adapter » deviennent la norme et continuent de sévir en demandant aux victimes d'une certaine politique de se transcender, de faire toujours plus avec moins !

Parce que « gouverner, c'est choisir » comme le disait Pierre MENDES-FRANCE, le SNEP avec la FSU continuera avec le poids du collectif à porter des alternatives crédibles, désirables et réalisables au capitalisme néolibéral.

C'est dès cette rentrée que doit s'amorcer une bifurcation sociale, écologique, remettant au cœur les services publics, notamment ceux de la Santé et de l'École. Exigeons-la ensemble !

Nathalie LACUEY
Secrétaire académique SNEP FSU
s3-bordeaux@snepfusu.net